occupait depuis deux mois l'opinion publique, non seulement en France, mais encore en Europe, a enfin eu lieu au milieu de l'allégresse générale de la capitale.

M. Dupont de l'Eure, président du gouvernement provisoire, a prononcé le discours d'ouverture suivant :

« Citoyens représentans du Peuple !

« Le gouvernement provisoire de la République, vient s'incliner devant la Nation, et rendre un éclatant hommage au pouvoir suprême dont vous êtes investis.

« Elus du peuple, soyez les bienvenus dans cette grande capitale, où votre présence fera naître un sentiment de bonheur et d'espérance, qui ne sera pas trompé.

« Dépositaires de la souveraineté Nationale! Vous allez fonder nos nouvelles institutions sur les larges bases de la Démocratie, et donner à la France la seule constitution qui puisse lui convenir.

« Après avoir proclamé la grande loi politique qui doit constituer définitivement le pays, comme nous, Citoyens Représentans, vous vous occuperez à régler l'action passible et efficace du gouvernement, dans les relations que les nécessités du travail établissement entre tous les citoyens, et qui doit avoir pour bases les lois saintes de la Justice et de la Fraternité.

« Enfin, le moment est arrivé où le gouvernement provisoire doit déposer entre vos mains le pouvoir illimité dont la révolution l'avait investi. Vous savez, si, de notre part, cette dictature a été autre chose qu'un pouvoir moral, au milieu des circonstances difficiles parmi lesquelles nous avons passé.

« Fidèles à notre origine et à nos propres convictions, nous n'avons pas hésité à proclamer la République qui naquit en février.

« Aujourd'hui, nous inaugurons les travaux de l'Assemblée Nationale, au cri qui devrait être toujours son cri de confiance: *Vive la République!* »

Après le discours de M. Dupont (de l'Eure) M. Crémieux, ministre de la justice, a annoncé que les travaux de l'Assemblée Nationale étaient ouverts, et a invité les députés présents à se rendre à leurs bureaux, pour la vérification des pouvoirs des divers membres.

Dans la séance du 5, l'Assemblée Nationale a procédé à l'élection de son président. Il avait été préalablement décidé que, pour le moment, la durée de la présidence serait d'un mois. Le nombre des votans était de 727; M. Buchez, candidat du parti modéré, ayant obtenu 300 voix, a été proclamé président; son concurrent, M. Trélat, qui était porté par l'opinion radicale, a en obtenu 234. Après cette nomination, les représentants se séparèrent à 6 heures et se réunirent de nouveau à huit heures pour procéder à l'élection du vice-président et des secrétaires. M. Recurt, fut nommé vice-président à la majorité de 633 voix sur 727. L'Assemblée nomma ensuite 6 secrétaires qui sont :

MM. Peupin, Robert, Degeorges, Pyat, Lacrosse, Pean.

A la suite de ces nominations, M. Buchez, président définitif, a adressé un discours à l'Assemblée, pour la remercier de l'honneur qui lui a été conféré.

Ensuite l'Assemblée a nommé pour questeurs : MM. Degousée, Bureaux de Puzy, et le général Négrier.

Dans sa première séance, l'Assemblée Nationale a proclamé la république à l'unanimité.

Dans la séance de l'Assemblée Nationale du 6, M. Lamartine a prononcé, sur la situation des affaires de l'Europe, un discours qui a produit une sensation extraordinaire. La pensée de ce discours est la même que celle de la circulaire qu'en sa qualité de ministre des affaires étrangères il envoya aux agens de la république française à l'étranger.

Dans la séance du 8, l'Assemblée Nationale a voté à l'unanimité moins trois voix, des remerciemens au gouvernement provisoire pour la conduite habile et ferme qu'il a tenue dans la direction du pouvoir depuis la révolution de Février.

La République Française a reconnu la République de Venise et a accrédité près d'elle un consul-général.

On avait répandu la nouvelle à Paris que par suite d'une explication entre M. Lamartine et le représentant de l'Autriche, M. le comte d'Appouy, celui-ci avait dû partir de Paris dans la journée du 3 mai, et que le lieutenant-général Oudinot, commandant en chef de l'armée des Alpes, avait reçu l'ordre de quitter la capitale, et d'entrer en Italie à la tête de ses troupes. Cette nouvelle est démentie par l'article suivant du *Constitutionnel* que nous trouvons dans le *Galignani's* du 5 mai :

« On avait fait circuler le bruit, dit ce journal, que le gouvernement provisoire avait déclaré la guerre à l'Autriche, et avait envoyé l'ordre à l'armée des Alpes de passer la frontière. Cette nouvelle est dénuée de fondement. Il paraît que ce qui a donné lieu à ce bruit, c'est le départ simultané du comte d'Appouy pour Vienne, avec toute sa famille, et celui du lieutenant-général Oudinot, commandant en chef de l'armée des Alpes, pour son poste. Le comte d'Appouy retourne à Vienne, parce que la France avant simplement un ministre, sans rang d'ambassadeur à Vienne, l'Autriche veut être représentée à Paris également par un ministre de la même classe.

« Quant au général Oudinot, nous ne croyons pas qu'il ait reçu l'ordre de passer la frontière, et nous ne croyons pas non plus que sur les 42,000 hommes qui doivent composer cette armée, il pût disposer tout de suite de plus de 18,000 à 20,000. Nous pensons, en effet, que le gouvernement n'en voudra pas à la résolution qu'on lui attribue. »

Nous publions les pièces suivantes à titre de documents historiques.

N° I. — *Légation anglaise en Espagne.*

« Affaires étrangères, le 16 mars 1848.

« Monsieur,

« Je vous invite à recommander instamment au gouvernement espagnol l'adoption d'un système légal et constitutionnel. La chute récente de la reine Christine et de sa famille et l'exposition de ses ministres doivent apprendre à la cour et au gouvernement espagnol combien et grand le danger auquel ils s'exposent en essayant de gouverner un pays d'une manière opposée aux sentimens et aux opinions de la nation; et la catastrophe qui vient d'arriver en France, peut servir à montrer que même une armée nombreuse et bien disciplinée n'est pas plus de sûreté, se insuffisante à la couronne, lorsque le système suivi par la couronne, n'est pas en harmonie avec le sentiment général du pays.

« Le cri d'Espagne agirait sagement dans l'état critique des affaires en ce moment, si elle fortifiait le gouvernement exécutif, en élargissant les bases sur lesquelles l'administration repose, et en appelant à ses conseils quelques-uns de ces hommes qui possèdent la confiance du parti libéral.

« J'ai l'honneur, etc. *Signé* PALMERSTON. »

Au très honorable Henry Vivian Bulwer.

N° II. — *Légation anglaise en Espagne.*

« Madrid, le 7 avril 1848.

« Monsieur,

« Je remets ci-inclus à Votre Excellence la copie de quelques remarques que lord Palmerston m'a adressées dernièrement, et je crois que vous expérimentera de la chose que j'éprouve que le gouvernement de S. M. catholique juge convenable de revenir sans délai aux formes ordinaires du gouvernement établi en Espagne, en convoquant les Cortes et en faisant disparaître complètement, propres à effacer les impressions auxquelles ont donné lieu, dans ce royaume et au dehors, l'arrestation et l'exemption apparente de députés divers citoyens (parmi lesquels se trouvent quelques uns des membres les plus distingués des Cortes) qui, jusqu'à ce moment, n'ont encore été ni jugés, ni accusés d'aucune offense.

« Votre Excellence me permettra, j'en suis sûr, de lui rappeler que cette distinguerait spécialement la cause de la reine Isabelle d'avec celle de son royal compétiteur, et la promesse de la liberté constitutionnelle inscrite sur les bannières de S. M. catholique.

« Il est certain que cette circonstance contribuera puissamment à déterminer la sympathie et l'appui de la Grande-Bretagne en faveur de S. M. catholique, et des lois Votre Excellence ne peut être surprise des sentimens que j'exprime ici, puisque même que la situation générale de l'Europe et la tendance universelle de l'opinion publique ne prouvaient point jusqu'à l'évidence qu'en jouant les plus fortes parties du trône d'un souverain se trouvent dans la nécessité de satisfaire dans la justice et faire qu'il se dis-ennent sous son autorité.

« Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Signé WV. I. BULWER. »

A son Excellence le duc de Sotomayor.

N° III. — *Premier bureau du mis ère des affaires étrangères.*

« Au palais, le 10 avril 1848.

« Monsieur,

« J'ai reçu hier, après deux jours de retard, une Note de Votre Seigneurie, datée du 7 du ce mois, et renfermant copie d'une dépêche de lord Palmerston du 6 du mois dernier, et les réponses ultérieures de lord Bulwer. Cette Note était déjà connue du gouvernement de S. M., parce qu'elle avait pris en substance et par anticipation dans un journal de l'Opposition, publié à Madrid sous le titre de *Clamor Público*. Votre Seigneurie m'a fait, surtout l'avantage de connaître les dépêches diplomatiques que Votre Seigneurie adresse au gouvernement espagnol, avant que le dit journal parvienne à leur destination. Lorsque de telle communications ultérieures les dépêches, elles m'offrirait une circonstance assez grave et assez significative, je ne contesterai de vous dire ce que mon devoir me prescrit au sujet des communications que vous me transmettez.

« A la date du 16 mars dernier, époque à laquelle lord Palmerston vous envoyait sa dépêche, les Cortes espagnoles tenaient leurs séances, le pouvoir était complètement libre, et le gouvernement de S. M. avait adopté une ligne de conduite pleine de douceur et de conciliation, que ses ennemis et ses adversaires eux-mêmes étaient forcés de reconnaître. Quel motif a donc pu engager le ministère des affaires étrangères de Sa Majesté Britannique à s'ingérer en interprète des sentimens et des opinions de ce pays, et cela avec un tou inconvenant, lorsqu'il traite avec le gouvernement d'une nation indépendante? à vouloir lui recommander l'adoption de lois en harmonie avec l'opinion générale, comme si ce n'était point là celle que suit l'Espagne; à se permettre de lui conseiller de modifier les lises de l'administration, et d'admettre dans les conseils de la couronne des hommes appartenant à telle ou telle opinion politique?

« Certes, le ministère de S. M. britannique n'est pas, pour une autre nation, le meilleur juge possible du caractère et des habitudes de l'Espagne, d'où découlent l'ordre et les institutions, puisque les étrangers ne peuvent point une part active dans la gestion des affaires publiques, et qu'ils n'ont pas à s'occuper du parti-détenus.

« Le cabinet actuel, qui a mérité et qui jouit de la confiance confiance de la reine et des cortes, et qui, depuis son arrivée au pouvoir, a gouverné conformément à la constitution et aux lois, ne saurait, ainsi, n'a pas voir sans la plus extrême surprise la prétention inouïe de lord Palmerston, celle qui le porte à se mêler de cette façon des affaires intérieures de l'Espagne, et à s'appuyer sur des dates inexactes ou équivoques, et dans la qualification et l'appréciation ne pouvons, en aucun cas, être de sa compétence.

« Le gouvernement aurait beaucoup à dire pour justifier complètement sa conduite, puisque ce gouvernement n'a ne se croit obligé de le faire qu'à l'égard de sa souveraine et des Cortes, mais nullement à l'instigation d'une influence étrangère qui, par cela seul qu'il l'exige, commettrait une offense à la dignité de la nation et à son indépendance de la nation. Tous les partis légaux en Espagne repousseront unanimement une prétention aussi humiliante; et le gouvernement espagnol, en le faisant aujourd'hui, aurait mal interprété les opinions et les sentimens de l'opinion générale du pays. Que dirait lord Palmerston, que dirait Votre Seigneurie elle-même, si le gouvernement espagnol se mêlait de juger les actes administratifs du cabinet britannique, et si il recommandait à l'opinion dans le régime de l'Est, ou s'il lui conseillait d'adopter des mesures plus efficaces et plus libérales pour alléger le sort affreux de l'Irlande?

« Quant à la phrase du représentant de S. M. catholique à Londres s'avisait de qualifier aussi durement que Votre Seigneurie se permet de le faire, les mesures exceptionnelles de répression que prépare le gouvernement anglais contre l'agression qui le menace au milieu des ses propres Etats? Que dirait-il si le gouvernement espagnol réclamait, au nom de l'humanité, plus d'égards et de justice en faveur des malheureux peuples de l'Asie? Qu'en dirait-il enfin si on lui rappelait que les derniers événemens du Continent donnent une salutaire leçon à tous les gouvernemens, sans en excepter la Grande-Bretagne, et que, par conséquent, on doit abandonner l'adulatération de l'Etat à l'illustre Reel, à l'homme habile qui après s'être conseillé l'opinion générale de son pays, a su mériter les sympathies et l'estime de tous les gouvernemens de l'Europe? Il dirait ce que le gouvernement espagnol a le droit de dire maintenant : qu'il ne reconnaît à aucune puissance le pouvoir ou la faculté de lui prescrire des mesures qu'il repousse comme offensantes pour la dignité d'une nation libre et indépendante.

« Animé des sentimens qui constituent la noblesse espagnole et à tout égard international, et affermis à sa haute mission, et que, voulant en sortir, elle se mêlât des affaires particulières et privées du gouvernement espagnol, je me trouverais dans le fâcheux nécessité de lui renvoyer ses dépêches sans autre contestation.

« Approuvé, etc.

« *Signé* le duc DE SOTOMAYOR.»

Au ministre plénipotentiaire de S. M. britannique.

L'on assure que par suite d'interpellations adressées au ministère anglais dans la chambre haute, lord Palmerston a désavoué M. Bulwer, à l'occasion des pièces qu'on vient de lire. Un journal de Madrid annonce que M. Bulwer devait quitter l'Espagne, et qu'il faisait même ses préparatifs de départ.

EXTRAITS DES JOURNAUX D'ITALIE.

Nous avons reçu très peu de nouvelles de l'Italie. A la date du 23 avril, le général Duratado était à Ortiglia, d'où il a écrit la lettre suivante :

« Vous pouvez croire combien je suis profondément peiné des faits douloureux du Friouli. J'avais déjà dit que vers cette province la division du général Perrari avec de l'artillerie et quelques cavaliers, dont cependant j'ai gardé pénurie. Maintenant, bien que mes instructions et la sûreté de l'armée sous mes ordres pourraient me le défendre, je détache trois autres bataillons de ligne que seront demain soir à Rovigo.

« Je reste, il est vrai, avec peu de monde, mais nos frères du Friouli pourront être sauvés de la barbarie des Croates. Ce matin, on a entendu le canon dans la direction de Mantoue. La droite de l'armée piémontaise a fait une démonstration contre cette place, à l'avantage des armes italiennes. Les trois bataillons que j'envoie dans le Friouli, sont : un de grenadiers, un de chasseurs et un de suisses. »

Des lettres particulières de Trieste annoncent que les troupes italiennes ont obtenu, sous Vérone, un succès signalé sur le corps d'armée autrichien commandé par le général Radetzky en personne.

Quatre frégates à vapeur et 2 frégates à voiles, napolitaines, qui transportent des troupes, ont été aperçues dans les eaux d'Ancône par le bateau à vapeur *l'Italia*, allant à Alexandrie.

La *Gazette de Milan*, du 22 avril, fait connaître dans un de ses articles que la ville se trouve divisée en deux partis très animés l'un contre l'autre, c'est-à-dire celui qui demande un gouvernement constitutionnel et celui qui veut la république.

BLOCUS DE VENISE.

Le gouvernement du littoral austro-illyrien a rendu publique la notification suivante :

« Le gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi, à la suite des événemens de l'Italie et conformément aux précédens de guerre qu'il a fait appliquer aux provinces du royaume Lombard-Vénitien du révolte contre leur souverain, a décidé de mettre Venise en état de blocus. Il est donc interdit aux navires et barques de toute sorte de s'y rendre, étant informé, que, dans le cas contraire, ils seront repoussés par la force des armes.

L'escadre autrichienne a déjà pris position dans ses eaux pour le maintien du blocus.

La public est par conséquent informé à la suite d'un ordre de S. Exc. le ministre de l'intérieur, en date du 28 avril.

Communication du blocus a aussi été faite aux puissances par S. Exc. le ministre des affaires étrangères.

Le gouverneur du littoral austro-illyrien
ROBERTO ALGNAVIO DE SALM.

Le comité des Cinquante, séant à Francfort, a adressé aux Tyroliens la proclamation suivante :

« Frères Tyroliens,

« Vous êtes de nouveau en armes sur le roc invincible qui défend l'Allemagne. Inspirés par un noble enthousiasme, vous avez abandonné vos maisons et vos familles pour votre liberté, pour celle de la Germanie. Vous d'indez nos frontières vers l'Italie avec votre héroïque habileté. Accueillez notre vive reconnaissance des sacrifices que vous faites pour le salut de notre patrie commune : — de l'Allemagne.

« L'Allemagne est une. L'antique barrière qui séparait les races germaniques est tombée sous la force victorieuse de l'esprit national ressuscité. Votre cause est la nôtre! Envoyez-nous des nouvelles positives sur votre situation en face de l'ennemi. L'Allemagne est prête à vous assister de son sang, de ses biens, si votre valeur bien connue ne suffisait pas à vous donner la victoire.

« Nous connaissons notre devoir. Pas un pouce du sol sacré de la Germanie ne doit être abandonné.

« Ecoutez valeureux frères des roches du Tyrol, écoutez à vous ennemis du Tyrol: *Pour leur liberté et leur indépendance, les Allemands sont Un pour Tous et Tous pour Un.* »

La représentation nationale du royaume napolitain, qui, aux termes de la constitution qui vient d'être accordée à ce pays, se compose d'une chambre de députés et d'une chambre de Pairs, devait se réunir à Naples le 1er mai. Les lettres que nous avons reçues de ce pays, nous apprennent que, par suite des difficultés naturelles qu'ont présentées les opérations électorales, la nomination des députés n'a pu se faire dans le délai prescrit. Par ce motif, l'on pense que la représentation nationale n'a pas dû se réunir avant le 15 mai, si toutefois elle s'est réunie, car ces mêmes lettres disent qu'il s'est formé à Naples un parti dont la puissance grandit tous les jours et qui demande que la nation soit représentée par une chambre unique.

EXTRAITS DE LA *Gazette de Vienne* :

NUMÉRO DU 5 *mai (supplément du soir)*. — Le 23 au détachement de la garnison de Mantoue en reprit une reconnaissance vers Nogara. Il trouva le village de Castellaro occupé et fortement barricadé par 4 à 500 *croiciati*. L'avant pris d'assaut, il mit en fuite les bandes ennemies. — Le 24 une autre reconnaissance fut effectuée du côté de Governollo, où les insurgés, entre morts et blessés, quel reut lieu à 400 hommes. Les nôtres eurent 9 morts et 18 blessés.

NUMÉRO DU 6 *mai*. — Les nouvelles les plus récentes parvenues au ministère de la guerre, du maréchal Radetzky, en date de Vérone 1er mai, portent ce qui suit :

« Pour garantir les communications avec le Tyrol, et couvrir la forteresse de Peschiera, la brigade Wohlgemuth était postée à Pastrengo. Attaquée le 28 avril, après-midi, elle s'y maintint dans sa position. La nuit suivante, le maréchal fit avancer le long de la rive gauche de l'Adige, et par le chemin de Ponton, la brigade de l'archiduc Sigismond pour renforcer celle de Wohlgemuth, tandis qu'il donna ordre à la brigade Taxis de se diriger vers Bussolengo, pour menacer l'aile droite de l'ennemi, dans le cas où le lendemain il renouvellerait l'attaque. Celui-ci tenait une forte position entre S. Giustina et Somma Campagna, et étendait son aile droite jusqu'à Sandra-Marcello. Son intention était de s'emparer des hauteurs de Pastrengo.

« Le 29, vers 10 heures du matin, l'action s'engagea de nouveau entre Pastrengo et S. Giustina. Nos troupes prirent d'abord les hauteurs environnantes, mais elles durent les abandonner plus tard, en présence de la supériorité numérique de l'ennemi sur ce point. Pour appuyer les deux brigades portées à Pastrengo, le maréchal entreprit, dans l'après-midi du 29, quelques attaques simulées et autres démonstrations sur le front de l'armée, par suite desquelles l'ennemi renonça ce jour-là à toute attaque ultérieure.

« Le 30, au matin, le lieutenant-général Vocher ayant réuni près de Pastrengo les brigades Wohlgemuth et Sigismond, attendait des renforts du côté de la vallée de l'Adige, lorsque l'ennemi recommença ses attaques sur Pastrengo avec une force de beaucoup supérieure à la sienne. Vers 11 heures, une colonne ennemie très considérable se mit en marche de Cola, en amont de l'Adige, pour tourner l'aile droite de la position prise par les nôtres à Pastrengo. Le maréchal détacha de Vérone quelques troupes fraîches contre l'aile droite de l'ennemi.

« Le lieutenant-général Vocher ayant acquis la conviction que l'ennemi déployait devant Pastrengo une supériorité numérique de troupes trop considérable, et qu'il était menacé de se voir tourner par des masses venant de Lanise et Cola, résolu, vers 3 heures de l'après-midi, de ne plus se maintenir dans sa position sur la rive droite de l'Adige, et effectua, dans le meilleur ordre, son passage à Ponton, pendant lequel le colonel Zobel pouvait son flanc avec 6 compagnies de chasseurs tyroliens et deux canons.

« Nous manquons encore de détails circonstanciés sur les pertes essuyées dans les journées des 28, 29 et 30 avril. Tout ce que nous savons, c'est que l'action du 29 a coûté la vie au capitaine Nagel du régiment des chasseurs tyroliens.

« Le maréchal ne voulant point exposer ses troupes à des fatigues et à des pertes inutiles avant sa jonction avec le général de cavalerie comte Nugent, et étant d'ailleurs fermement décidé à se maintenir dans sa position, fait observer les points de Paroma et Pescantina par une brigade postée à Ponton et tient ses forces concentrées devant Vérone.

« D'après un rapport du lieutenant-général baron Welden, date de Trente, 1er mai, l'ennemi menace de nouvel plusieurs gorges qui conduisent dans le Tyrol méridional.

« Le comte Nugent marche en date de Sacile, 2 mai, que son avant-garde était arrivée à Conegliano ; le gros de son armée campait ce jour-là près de Sacile. Un bataillon fut détaché à Serravalle.

NUMÉRO DU 8 *mai*. — D'après les dernières nouvelles parvenues au ministère de la guerre de la part du comte Radetzky, en date du 3 mai, les journées des 1er et 2 mai s'étaient passées sans que l'ennemi eût de nouveau pris l'offensive. Il se bornait à se maintenir dans les positions qu'il avait prises près de l'Adige. Il avait l'air de faire des préparatifs pour le passage de la rivière. Les nôtres étaient en mesure de le repousser avec énergie. Cependant l'ennemi n'avait pas exécuté un pareil projet. La journée du 3 s'était également passée sans aucun événement ultérieur; seulement l'ennemi paraissait vouloir s'établir dans plusieurs villages, où il se fortifiait.

« Le baron Welden était déjà arrivé avec ses troupes à Volargno et se trouve ainsi en étroite jonction avec le maréchal Radetzky. »

NUMÉRO DU 8 *mai, (Supplément du soir)*. — Les nouvelles arrivées aujourd'hui d'Udine, en date du 6, annoncent qu'un détachement du Maréchal Radetzky avait apporté au comte Nugent l'ordre de marcher sans délai sur Trévise.

« Le 5 mai, 4,000 hommes de troupes fraîches en grande partie de la Croatie étaient arrivés à son quartier-général qui se trouve à Conegliano. L'avant-garde du comte Nugent se trouvait déjà à 3 milles de la ville de Trévise, contre laquelle il se proposait de marcher lui-même le 6, pour diriger l'attaque. D'après les dernières nouvelles qui vont jusqu'au 4 mai, l'armée de l'Ouanzo, ainsi que celle du Maréchal Radetzky, sont animées du meilleur esprit. »

EXTRAIT DE L'*Osservatore Triestino*, DU 9 MAI :

Bulletin du comte Nugent, en date de Conegliano 6 mai. — Afin de couvrir notre aile droite et pour soumettre la riche et populeuse province de Bellino, le 3 de ce mois, 4 compagnies de Croates, commandées par le major Geramb furent expédiées, par Frinchiano, sur Bellino; 4 autres compagnies, sous le commandement du Major Handel, partirent dans la même direction en prenant la route de Conedà. Ces deux détachemens rencontrèrent, chemin faisant, une forte résistance. La route était détruite en plusieurs endroits; des monceaux de pierres étaient amassés pour être jetés sur nos soldats; on avait érigé des barricades. Tous ces obstacles furent heureusement évités, grâce à la sage prévoyance des commandans, qui s'étaient préalablement emparés des hauteurs. Ces graves obstacles, la perte de temps qu'ils occasionnaient, la fatigue et l'épuisement de nos troupes nous empêcherent d'atteindre Belluno dans la journée du 4. Sur ces entrefaites, le général Culloz reçut, dans la même journée l'ordre de partir pour Conedà avec 2 bataillons d'infanterie. Le lendemain, 5 mai, les deux colonnes réunis s'étant avancées sur Belluno, cette ville, quoique préparée à une forte résistance, fut occupée sans coup férir, les ennemis ayant pris la fuite. »

On nous écrit de Copenhague, en date du 2 mai :

« L'entrée des troupes allemandes sur territoire danois, mettant le roi de Danemark dans la nécessité d'user de tous les moyens de défense en son pouvoir, S. M. a résolu de faire bloquer par ses forces navales les ports et embouchures ennemis. En conséquence le blocus effectif des ports suivants aura lieu :

« Pont Stettin, Strabund, Rostock et Wismar, à compter du 3 mai.

« Pour Pillau et Dantzig, à compter du 3 mai.

« Quant à l'embouchure de l'Elbe, son blocus est provisoirement fixé au 10 mai.

« Les paquebots neutres chargés du transport des postes passeront librement et seront seulement avertis de ne pas amener des objets du contrebande de guerre. »

(Correspondances particulières.)

IONIE. SMYRNE, 12 *mai*. — Au milieu des graves événemens qui se succèdent avec tant de rapidité en Europe, la chronique de notre ville ne saurait offrir à nos lecteurs qu'un intérêt médiocre. Tout ne doit-il pas leur paraître pâle et décoloré en présence des révolutions qui ébranlent les trônes? Et de quoi d'ailleurs les entretenir? De faillites, de bouleversemens commerciaux, du numéraire réduit à l'état de monnaie, de coups de couteau donnés et reçus? Si, à Smyrne, nous ne savons que dans l'attente des nouvelles que nous apportent les paquebots, comment à Constantinople où règne la même fièvre d'anxiété pourrait-on apporter quelque intérêt aux faits qui se passent dans notre ville?

Cependant, des disciples d'Esculape trop timores sont parvenus à nous alarmer sur la prétendue apparition du choléra au milieu de nous; d'abord on s'est vivement effrayé, puis on s'est rassuré, comme de juste, et la faculté en a été quitte pour des frais d'imagination.

La troupe de voleurs, qui campait d'ordinaire dans les environs de Sevdikeui, vient d'y signaler sa présence par un attentat dans la hardiesse a surpris tous les habitans de ce village. Le 5 de ce mois, jour de la fête de St-Georges, vers 10 quatre des plus déterminés de la bande n'ont pas craint d'aller, en plein midi, s'installer, tout armés, dans une taverne située au milieu de Sevdikeui, dans le but de prendre part aux réjouissances de la fête, et comme pour braver l'autorité locale ne leur en a fait défi. Pendant qu'ils mangeaient tous les sacrilèges s'unir en repas qu'ils se faisaient servir, ils lui ont que pas pour deux villageois que le hasard amenait vers cette taverne. Ces hommes n'eurent rien de plus pressé que de les obliger à chanter pour aller informer la police locale de la présence des malfaiteurs. Mais deux d'entre eux, intimidés, firent feu et un blessèrent un assez grièvement. Cependant la partie commençait à ne plus être belle; car attirés par les coups de feu, l'autorité ne pouvait tarder d'intervenir. Aussitôt ces derniers reprennent donc tranquillement la route de Tchamlidja, mais ils ne sont atteints par les gardes envoyés à leur poursuite que dans un champ situé presque hors du village. Les cachés, derrière des arbres, qui protègent leur retraite, il fut feu sur la garde dont ils tuèrent une des deux personnes, et parviennent ainsi à se soustraire à sa poursuite.

A peine instruit du fait, Osman éfendi, gouverneur de Smyrne, partit lui-même pour Sevdik-ui, suivi d'une trentaine d'hommes, pour poursuivre les malfaiteurs. Malheureusement toutes les recherches sont jusqu'ici restées vaines.

Un autre fait qui vient d'avoir lieu, a ému le public et a été au moins pendant quelques heures, le sujet de toutes les conversations. Depuis près de 2 ans, un petit bateau à vapeur de la force de 30 chevaux, fait, matin et soir le voyage de Smyrne à Vourla et Tchesmé; cette entreprise due à l'initiative de quelques européens, a rendu jusqu'ici les plus grands services; l'agrément, la rapidité, la sécurité des voyages en tout en quelque sorte augmentaient la nécessité pour les habitans de Bournabat et environs, qui jusqu'à ce jour tous les dimanches à l'autre extrémité de la rade. Mais, comme il arrive toujours, une entreprise, quelque utile quelqu'elle soit, froisse les intérêts de quelques personnes. Le corps des bateliers se trouva nécessairement lésé par l'installation définitive du bateau à vapeur. Déjà, depuis quelques jours, des murmures et des menaces s'étaient fait entendre parmi eux, lorsqu'enfin, avant-hier, une pétition portant un grand nombre de signatures, fut adressée au gouverneur de Smyrne, et escortée par le corps presque entier des bateliers. — Osman éfendi, prit connaissance de cette requête et se hâta de leur dire que son action était nulle dans cette affaire, puisqu'il s'agissait d'un navire sous pavillon anglais qui peut en tout temps et à toute heure, sillonner la rade, quelques uns des plus déterminés en profitèrent. Ils engagèrent donc à prendre patience et à se retirer.

Les bateliers fort peu satisfaits de cette réponse et du mauvais résultat de leurs démarches, se retirèrent en tumulte : ils traversèrent la ville et arrivèrent à l'Echelle où se trouvait amarré le bateau. Là, quelques uns des plus déterminés en forcent la barrière à coups de hâche et se précipitent sur le pont et dans l'intérieur du bateau dont le corps aurait volé en éclats, sans l'arrivée de quelques personnes et la prompte intervention du consul d'Angleterre prévenu à temps. La garde accourut de son côté, ainsi qu'Osman éfendi lui-même avec un piquet de soldats : enfin, toutes les précautions ayant été prises, les délinquants et tous les bateliers se dispersèrent à l'instant tout rentra dans l'ordre. Tout le monde est d'accord sur